

# Economie+ Gabon

& BUSINESS FINANCES



Nestlé

DOSSIER

## Entretien chez Nestlé Gabon

Lire p. 12

LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION - LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION - LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION

### L'ESSENTIEL

#### LASER

#### Un destin hévéicole pour le Woleu-Ntem ?

Le projet de développement de l'hévéaculture dans le nord du pays suscite de nombreux espoirs pour la province du Woleu-Ntem, mais aussi quelques craintes sur le plan environnemental et sur la place réservée aux autochtones. Rose Allogho Mengara, mairesse d'Oyem, et Olam Gabon apportent les éclaircissements nécessaires.



Lire p. 6

#### EMPLOI/FORMATION

#### Les classes prépas du lycée Léon-Mba



La possibilité d'intégrer une prestigieuse école d'ingénieurs fait rêver plus d'un étudiant gabonais. Un projet qui passe par les classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs du lycée Léon-Mba. Alors que les autorités posent les jalons du « Gabon industriel », le cursus proposé par cet établissement mérite plus que jamais d'être soutenu.

Lire p. 14

#### PÉTROLE ET MINES

#### Hubert Binga, directeur général adjoint du CNAP



A l'heure du développement de l'exploration offshore, il est utile d'évaluer la capacité du pays à faire face à d'éventuels risques de pollution liés à cette activité. La parole au docteur Hubert Binga, directeur général adjoint du Centre national anti-pollution.

Lire p. 16

EXEMPLAIRE GRATUIT

### Dossier



# Grande distribution

**La place de la grande distribution est incontournable aujourd'hui dans l'économie gabonaise. Zoom sur un secteur pourvoyeur d'emplois et dont la marge de progression demeure considérable.**

Lire p. 8

#### LASER

## Les cabinets d'expertise comptable et d'audit à l'épreuve de la qualité



Les cabinets de conseil et d'audit sont de plus en plus sollicités pour garantir la bonne gestion des grands projets d'entreprise au Gabon, et assurer un management qualitatif et efficient. Qui sont ces cabinets d'audit ? Et comment est contrôlée la qualité des services qu'ils proposent aux entreprises et institutionnels ? Le cas du réseau international Baker Tilly installé au Gabon.

Lire p. 20

#### PÉTROLE ET MINES

## Shell raccorde Gamba au réseau routier national



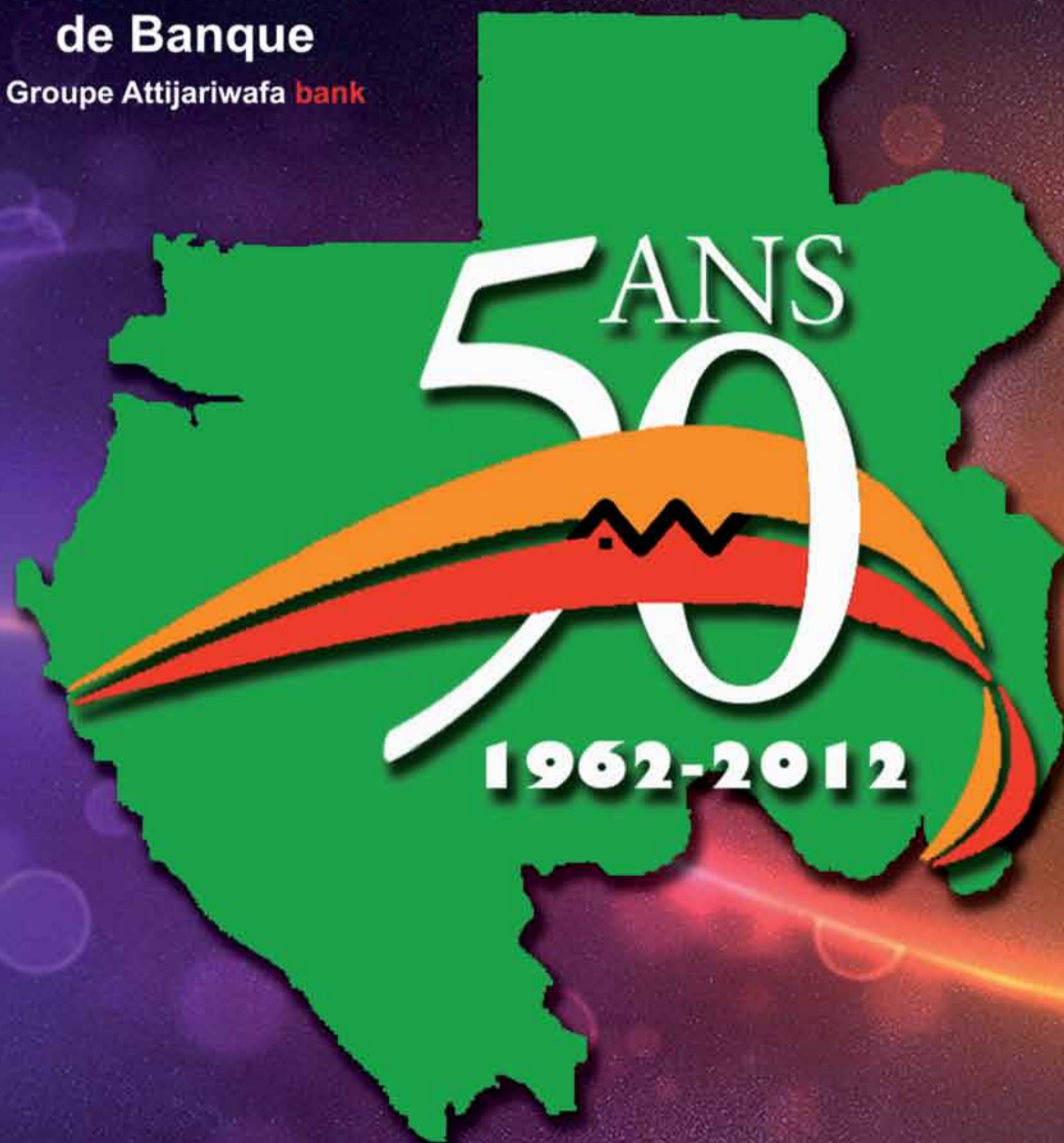
L'opérateur pétrolier historique de Gamba, au Sud de Port-Gentil, Shell Gabon, vient de ratifier avec le gouvernement gabonais une convention pour le financement du tronçon routier qui va enfin permettre de désenclaver la petite localité du département de Ndougou. Le chantier est placé sous la supervision du partenaire technique allemand GIZ.

Lire p. 9





**Union Gabonaise  
de Banque**  
Groupe Attijariwafa bank



*Une Vie, Une Famille, Une Histoire*  
Au service du Gabon qui avance

## EDITO

Dans un monde où la consommation occupe une place de plus en plus importante, pour les populations comme pour les économies nationales qui la considèrent comme un levier de croissance, les performances du secteur de la grande distribution sont observées à la loupe. Et si l'Afrique n'a pas encore produit des empires comme celui de l'américain Walmart – leader mondial du secteur –, son formidable marché de consommateurs potentiels suscite déjà les convoitises des plus grands opérateurs internationaux qui prévoient d'y investir massivement dans les cinq à dix ans à venir. Il est en effet utile de rappeler que le continent représente la deuxième zone de croissance derrière l'Asie. Et au-delà des performances réalisées en termes de PIB, la démographie dont peut s'enorgueillir l'Afrique interpelle forcément les vendeurs de bonheur en code-barres... Après l'Afrique du Sud, déjà largement investie, les géants de la grande distribution ont notamment les yeux tournés vers le Nigeria (170 millions d'habitants et plus de 400 millions attendus à l'horizon 2050...), l'Angola et le Kenya. Au regard de sa population beaucoup plus faible, le Gabon est quant à lui bien moins impacté par cette fièvre du caddie®. Toutefois, les réseaux de gros et de demi-gros y sont bien implantés, avec deux leaders qui tirent le secteur vers le haut. Une situation qui n'empêche pas cependant un large spectre de petits commerces qui participent d'un paysage économique que le Gabon a toujours connu et qui permet que chacun puisse trouver sa place. Reste également à prendre en compte l'intérêt de celles et ceux qui sont en bout de chaîne, c'est-à-dire les consommateurs. A cet égard, le développement de la grande distribution comporte une indéniable vertu : celle de la concurrence. Une réalité qui se traduit par une guerre des prix dont le panier de la ménagère ne peut que se satisfaire. Raison de plus pour souhaiter l'essor de la grande distribution au Gabon.

A bientôt pour un prochain numéro.

JOHANN FREIXAS

## Sommaire



### Laser

Les cabinets d'expertise comptable et d'audit à l'épreuve de la qualité	p. 4
L'offensive d'Investisseurs & Partenaires sur l'Afrique subsaharienne	p. 5
Entretien avec Rose Allogho Mengara, mairesse d'Oyem	p. 6
Filière hévéicole dans le Woleu-Ntem : la réponse d'Olam	p. 7

### Dossier Grande Distribution

Une activité incontournable	p. 8
Prix Import se démarque pour la rentrée des classes	p. 11
Entretien avec Hervé Christian Ndong Obiang, responsable de la vente chez Nestlé Gabon	p. 12

### Emploi/formation

Les classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs du lycée Léon-Mba	p. 14
---	-------

### Pétrole et mines

Entretien avec le Dr Hubert Binga, directeur général adjoint du Centre national anti-pollution	p. 16
--	-------

Retrouvez-nous sur  
[www.economie-gabon.com](http://www.economie-gabon.com)



#### REDACTION

Rédacteur en chef : Johann Freixas  
+241 07 97 02 56 - jfreixas@economie-gabon.com  
Secrétaire général de la rédaction :  
Didier Bras  
Directeur artistique : Jean-Noël Dubois  
Maquette : Charles Sibert  
Webmaster : Prune Pont-Benoit  
Ont participé à ce numéro :  
Johann Freixas, Stevie Mounombou, Hope Pounah  
Diego Essandone.

#### GESTION ET ADMINISTRATION

Directeur de la publication :  
Stevie Mounombou  
Assistante administrative et commerciale :  
Rebecca Ntsame - Tél : 44 11 62  
rntsame@economie-gabon.com  
Co-gérant :  
Philippe Chandezon - pchandezon@yahoo.fr  
Régie internationale :  
MOBILITY MEDIA AGENCY : +33 6 83 14 43 08

#### INFORMATIONS LÉGALES

MOBILITY MEDIA AFRICA : Sarl au capital de 20.000.000 FCFA - RCM N°2010B09428 - Numéro statistique : 071619 R -  
Siège social : immeuble BICP, BP 4562 Libreville Gabon - Editeur de : ECONOMIE GABON + - Révisé de déclaration de  
constitution d'un organe de presse : N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 Juin 2010 - Site Internet : [www.economie-gabon.com](http://www.economie-gabon.com)  
Impression : Multipress Gabon, BP 3875 - Libreville - Tirage : 10 000 exemplaires.



# Les cabinets d'expertise comptable et d'audit à l'épreuve de la qualité



**Garant des états financiers de l'entreprise mais aussi de la qualité de la gestion et du management, les cabinets d'expertise comptable, d'audit et de conseil sont de plus en plus sollicités par les entreprises gabonaises comme par les institutions publiques pour les grands chantiers de développement. Mais ils sont, eux aussi, régulièrement soumis à des contrôles qualité, gages de performance et de fiabilité des services qu'ils proposent à leur clientèle.**

Face à un environnement économique qui requiert de plus en plus de transparence, le professionnel de l'expertise comptable joue un rôle majeur dans le processus de fiabilisation des informations produites par l'entreprise. Son intervention est un véritable gage d'efficacité pour les utilisateurs des informations financières et comptables. En conséquence, il est essentiel que les missions qu'il est amené à mettre en œuvre soient effectuées dans le cadre de normes professionnelles reconnues par la communauté financière nationale et internationale. L'Ifac (International Federation of Accountants) est l'organisation mondiale de la profession comptable qui élabore les normes internationales portant sur la déontologie, l'audit et la formation, ainsi que les normes comptables du secteur public. Elle fournit également des conseils destinés à assister les experts-comptables travaillant en entreprise, dans des cabinets de petite et moyenne taille et dans les pays en développement. Cette organisation compte 164 membres dans 125 pays.

## Une adhésion à des normes internationales

La mission de l'Ifac est d'intérêt général, contribuant ainsi au développement d'économies internationales robustes en renforçant la profession comptable dans le monde entier, en assurant et en promouvant l'adhésion à des normes professionnelles internationales de haute qualité, en faisant progresser la convergence vers ces normes internationales. Ces normes sont un vecteur de confiance pour les utilisateurs des travaux effectués par les professionnels de l'expertise comptable. Par la mise en œuvre d'exigences clairement définies, elles contribuent à sécuriser les missions. En outre, ces normes expriment la position de la profession quant à l'exercice de sa mission par un professionnel raisonnablement diligent. Le Gabon n'est pas exempt de ces exigences, où nombre de cabinets de ce secteur d'activités sont régulièrement soumis à des contrôles de qualité. C'est le cas de Baker Tilly Gabon, cabinet indépendant d'expertise comptable, d'audit

et de conseil, qui fait l'objet, ce mois-ci, d'un contrôle qualité réalisé par Baker Tilly International, par l'entremise de Ian Newman, responsable de l'assurance qualité au sein du groupe international. Une procédure qui garantit la performance et la fiabilité des services proposés à sa clientèle.

## Des contrôles qualité garants de la qualité des prestations

Pour Franck Sima Mba, patron de Baker Tilly Gabon, « la démarche qualité est depuis longtemps intégrée au management du cabinet. Elle est indispensable pour répondre aux attentes de clients de plus en plus exigeants et contraints à des garanties. Cette performance s'applique à deux niveaux. Tout d'abord pour garantir la transparence et la fiabilité des comptes, au regard de la légalité. Et ensuite, pour répondre aux besoins des clients, aussi bien pour le secteur public gabonais, avec des missions en audit, consulting et en formation selon des standards internationaux, que pour les entre-

prises privées nationales et multinationales avec des missions de conseil pour la performance et la bonne gouvernance ». Pour Baker Tilly Gabon, le fait d'appartenir au réseau international Baker Tilly permet de bénéficier de la méthodologie, des formations et des contrôles qualité et ainsi de répondre aux obligations émises par des institutions comme les Ordres des experts-comptables ou la Compagnie nationale des commissaires aux comptes et H3C (Haut-Conseil du commissariat aux comptes).

Tous ces apports sont autant d'atouts qui permettent aux cabinets membres de fournir des prestations équivalentes à celles des majors, avec la proximité et la réactivité en plus, tous les cabinets étant juridiquement indépendants. « Nos clients, qu'ils soient publics ou privés, apprécient notre niveau d'intervention. Et pour nos équipes, pouvoir s'appuyer sur un réseau de renommée internationale est un véritable atout », poursuit Franck Sima Mba.

## Un outil de formalisation des bonnes pratiques

C'est en avril 2009 que l'Ifac a publié la norme de maîtrise de la qualité par les professionnels de l'expertise comptable dénommée ISQC 1 (Quality control for firms that perform audits and reviews of historical financial information, and other assurance and related services engagements). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, cette norme transposée dans le dispositif normatif français est obligatoire pour les experts-comptables et les commissaires aux comptes du Gabon. La transposition de cette norme a été effectuée à partir du texte original en y apportant les adaptations nécessaires au contexte national.

Cette norme constitue un des piliers du cadre de référence et se situe après le code de déontologie dans la hiérarchie des textes normatifs. Elle est applicable à toutes les missions, y compris celles qui ne font pas l'objet de normes spécifiques. Sur le fond, cette norme n'est que la transposition écrite des procédures que les cabinets mettent déjà en œuvre au sein de leur organisation pour être en mesure de proposer à leurs clients des prestations de qualité. Elle traite des obligations du cabinet d'avoir à définir et à assurer le suivi d'un système de contrôle qualité des missions d'audit. Le système de contrôle qualité comprend ainsi des politiques et des procédures couvrant les responsabilités de l'équipe dirigeante concernant la qualité des audits, les règles d'éthique pertinentes, l'acceptation et le maintien de relations clients et de missions spécifiques, les ressources humaines, la réalisation des missions et le suivi des contrôles. Cette norme est un gage de sécurité pour les cabinets et pour leurs clients.

STEVIE MOUNOUBOU

## FINANCEMENT

# L'offensive d'Investisseurs & Partenaires sur l'Afrique subsaharienne

**Afin de soutenir et accompagner les PME de l'Afrique subsaharienne, le fonds d'investissements Investisseurs et Partenaires a effectué sa première levée de fonds d'un montant 40 millions d'euros. Selon les responsables de cette structure, ces financements serviront à promouvoir un entrepreneuriat socialement responsable dans cette région du monde, et ainsi contribuer à l'émergence d'un secteur privé pérenne.**

Avec près d'un milliard d'habitants, 2 000 milliards de dollars de PIB par an et un taux de croissance de près de 6%, l'Afrique connaît une embellie sans précédent. La croissance africaine est en augmentation depuis plusieurs années et présente des perspectives encourageantes. Pourtant, les PME africaines, qui jouent un rôle de premier plan dans le développement du tissu économique, peinent toujours à accéder aux financements bancaires, ce qui a pour effet d'enrayer leur développe-

ment. C'est dans ce contexte que s'est accéléré l'émergence des fonds d'investissements ces dernières années en Afrique. Des entités ou des sociétés qui gèrent, par l'entremise d'un professionnel, un capital placé dans un portefeuille d'actions. Parmi ces structures « salvatrices », Investisseurs & Partenaires arrive en tête position pour ce qui est de l'Afrique subsaharienne. Convaincue du fort potentiel de croissance de cette région du continent, cette structure vient d'effectuer la première levée de 40 millions d'euros d'un



# JMC

## UNE GAMME ACCESSIBLE, PRATIQUE, SANS COMPLEXE

Photos non contractuelles - Dans la limite des stocks disponibles

SODIM TP est représenté à Port-Gentil par Gesparc.

Nous construisons l'avenir

**sodim tp**

BP 506 - LIBREVILLE - T : (241) 06 22 05 62 / 06 63 83 73 / 07 14 01 59 / 07 08 27 99 - F : (33) 1 73 76 95 41 - sodim.tp@groupeSogafric.com - www.sodimtp.com

**SOGAFRIC**



nouveau fonds d'investissement : « I&P Afrique Entrepreneurs » (IPAE), visant à promouvoir un entrepreneuriat socialement responsable en Afrique subsaharienne, et ainsi contribuer à l'émergence d'un secteur privé pérenne.

#### Un formidable réseau de bailleurs de fonds

« IPAE s'adresse aux entreprises d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale ou de l'océan Indien, francophones ou anglophones, dont les besoins en fond propres s'échelonnent de 300 000 à 1,5 million d'euros. Ces PME jouent un rôle de premier plan dans le développement du tissu économique car elles créent de la valeur locale et des emplois pérennes. Les entrepreneurs africains n'ont pourtant aujourd'hui qu'un accès limité aux financements de long terme et sont à la recherche d'appui et de conseil », a expliqué le fonds d'investissements, soulignant que l'IPAE mobilise des bailleurs de fonds privés (Danone, Bred, Crédit Coopératif...) et publics (le Fonds Fisea détenu par l'AFD et géré par Proparco, la Banque européenne d'investissement, le FMO – qui est un partenariat public-privé entre le gouvernement des Pays-Bas, des grands établissements financiers néerlandais et des actionnaires privés –, la Caisse des dépôts et consignations...), ainsi que des particuliers et des « family offices ». Investisseurs & Partenaires s'appuie ainsi sur l'expérience réussie d'une société financière, Investisseurs & Partenaires pour le développement (IPDEV), que l'IPAE complètera. A ce jour, IPDEV a investi dans une trentaine de PME africaines, dont une dizaine d'institutions de microfinance. Trois entreprises sur quatre en portefeuille depuis trois ans ont été rentables en 2010. Le chiffre d'affaires de ces entreprises a progressé de 30% en 2011.

#### Des partenariats stratégiques et financiers

« Les impacts économiques et sociaux de ces investissements sont également très importants puisque 1 400 emplois pérennes ont été créés par ces entreprises et plus de 30 000 personnes ont bénéficié d'un prêt pour financer leur activité », a également affirmé le fonds d'investissement. A travers le nouveau fonds « I&P Afrique Entrepreneurs », dont l'objectif est de mobiliser 50 millions d'euros, Investisseurs et Partenaires poursuit son engagement et amplifie son action dans un contexte économique favorable au développement et à la réduction de la pauvreté. Investisseurs & Partenaires est une famille de fonds d'investissement créée en 2001 par le Français Patrice Hoppenot et gérée depuis 2011 par Jean-Michel Severino, ancien inspecteur des finances, vice-président pour l'Asie à la Banque mondiale et directeur général de l'Agence française de développement (AFD). Elle accompagne le développement de petites et moyennes entreprises en Afrique à travers une relation de partenariats stratégiques et financiers. Le métier d'Investisseurs & Partenaires consiste à investir (sous forme de participation au capital et/ou de prêt) dans les entreprises de taille petite et moyenne et les institutions de microfinance, dans une relation de partenariat à long terme. En dix ans, Investisseur & Partenaire a investi près de 10 millions d'euros dans 30 sociétés (participations minoritaires), dont 7 institutions de microfinance au Sénégal, au Bénin, en Mauritanie, au Mali, au Niger, Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Cameroun, en Ouganda, en Namibie, à Madagascar ; et ce, dans domaines variés comme la santé, l'agroalimentaire ou encore le BTP. En 2011, les fonds d'investissement présents en Afrique ont levé un montant record d'environ 10 milliards de dollars. Récemment, en mai 2012, la principale banque d'investissement brésilienne a monté un fonds d'un milliard de dollars dédié à l'Afrique.

HOPE POUNAH

UN DESTIN HÉVÉICOLE POUR LE WOLEU-NTEM ?

# « Il est important que le Woleu-Ntem contribue à la richesse nationale »

**Dans le cadre de la joint-venture entre l'Etat gabonais et le groupe singapourien Olam, un projet de développement de 28 000 hectares d'hévéaculture a été lancé dans la province du Woleu-Ntem, au nord du pays. Celui-ci a suscité de nombreuses inquiétudes de la part des populations qui craignent un projet risqué pour l'environnement et peu profitable aux autochtones. Réponse de Rose Allogho Mengara, mairesse de la capitale provinciale, Oyem.**

Depuis le lancement de ce projet de développement sur le site d'Okok, près de Bitam, de nombreuses voix se sont élevées du côté des populations. Quel regard portez-vous sur celui-ci ?

Je dois d'abord dire qu'en décembre 2010, à l'occasion du Conseil des ministres délocalisé, j'avais indiqué au président de la République que le Woleu-Ntem et Oyem voulaient également se positionner comme une province et une ville qui contribuent pleinement au développement de notre pays, notamment dans le cadre de sa vision du Gabon industriel. Je considère donc que le projet de développement de l'hévéaculture dans notre province est une première réponse que le chef de l'Etat apporte aux populations woleu-ntemoises. Si je me fie à ce qui a été dit par l'entreprise Olam, il s'agit d'un projet qui va permettre la création de près de 7 000 emplois sur une surface totale de près de 30 000 hectares. Je note qu'à ce jour ce sont 800 personnes qui travaillent déjà sur les 70 hectares en cours d'aménagement ! Ce n'est pas rien, n'en déplaise aux détracteurs du projet !

Par ailleurs, vous évoquez les préoccupations des populations et de la société civile à la fois pour l'environnement, mais aussi pour leur qualité de vie. Je crois que nous devons éviter de faire d'une vraie question un faux débat ! Pour moi, l'une des vraies questions est de savoir si ce projet est d'une dimension industrielle capable de créer une impulsion économique réelle pour la province. La réponse est oui. La réalité est qu'il n'y a pas beaucoup de grandes entreprises installées dans le nord du Gabon. Il est important que le Woleu-Ntem contribue à la richesse nationale et que l'activité économique qui va être générée par ce projet fasse naître d'autres projets ! Sinon, ce n'est que de cette façon que le Woleu-Ntem, dans le Gabon, va se développer !

S'agissant des préoccupations soulevées par le projet, il est évident que le groupe Olam doit apporter des réponses précises et claires sur la question des pesticides et de la protection de l'environnement. Notre pays s'est positionné comme un grand défenseur de l'environnement et le président de la République participe régulièrement à différents



**Olam doit apporter des réponses claires sur la question environnementale.**

sommets internationaux sur cette question. Je n'imagine pas une seule seconde que les autorités de notre pays puissent autoriser ce projet s'il est établi qu'il représentera un danger pour une partie de la population gabonaise ! Les inquiétudes des populations doivent trouver des réponses et les pouvoirs publics doivent y veiller, mais cet important projet va changer la manière dont nous pensions le développement du Woleu-Ntem

pour les quinze prochaines années. Il est donc vital qu'il se réalise et qu'il aille jusqu'au bout. Depuis plusieurs années, un autre opérateur, Siat Gabon, est présent dans la province du Woleu-Ntem avec la culture et la transformation de l'hévéa. Ses plantations dans cette province avoisinent les 7 000 hectares. Quelles sont les retombées positives de cette activité pour les populations locales et quelles sont les limites du développement de l'hévéaculture dans la province ?

Oui, la Siat est implantée dans le Woleu-Ntem, elle a repris l'exploitation de l'hévéa après Agrogabon. Ceux qui s'opposent aujourd'hui au projet d'Olam oublient que nous avons déjà la Siat dans le Woleu-Ntem et, que je sache, rien à ce jour ne nous indique qu'Olam entende cultiver l'hévéa de façon très différente de Siat. Siat ne met pas en danger la vie des populations, au contraire, chaque Gabonais qui travaille, qui a une activité économique, devient non plus un assisté social mais un contributeur

économique et c'est très important d'insister sur ce point. Nous avons tous un frère, une sœur, un père ou une mère au village ou à la capitale provinciale, et nous sommes habitués à leur envoyer de l'argent, soit pour soigner quelqu'un, soit pour contribuer à un événement familial. Désormais, si ce projet voit le jour, ceux qui auront une activité économique, et donc un revenu, ne seront plus obligés d'attendre « le Western » qui arrive de Libreville pour payer les frais de santé du père ou de la mère ! C'est cette vision-là qui est importante et c'est vers elle que nous devons tendre ! Qui peut dire que nos compatriotes qui travaillent à Siat n'ont pas vu leurs conditions de vie s'améliorer ? Ceux qui travaillent ont un revenu, peuvent se construire une petite maison, loger leur famille, aider les autres à être de tradition chez nous, mais ils doivent aussi contribuer à la richesse nationale, et ça, c'est déjà un changement important.

**Le Gabon importe encore 85% de ses denrées alimentaires. A quel stade se trouvent les différents projets de développement agricole lancés depuis plusieurs années dans le Woleu-Ntem ? Le développement tous azimuts des cultures de rentes n'est-il pas nuisible à l'essor d'une agriculture maraîchère capable d'améliorer l'autosuffisance alimentaire du pays ?**

A ce jour et à ma connaissance, en dehors des grands projets développés par Siat et aujourd'hui par Olam, il n'y a pas d'autres grands projets à vocation industrielle dans la province. Certains disent qu'au lieu de développer le projet de l'hévéa, on aurait pu développer le café et le cacao. Mais cela suffit-il pour justifier que l'on refuse ce que nous avons aujourd'hui ? Je ne le crois pas ! Dans le même temps, j'appelle les pouvoirs publics à penser à développer d'autres projets industriels dans notre province. On peut y développer des cultures maraîchères comme vous l'indiquez, mais à un niveau industriel comme c'est le cas au Cameroun voisin. Dans tous les cas, pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, il nous faudra nécessairement produire en grande quantité et le Gabon dispose de 85% de forêts qu'il nous faudra bien gérer, à la fois entre préservation et culture pour notre parfait développement.

PROPOS RECUEILLIS PAR JOHANN FREIXAS

OLAM SE POSITIONNE



Depuis le lancement du projet hévéicole sur le site d'Okok près de Bitam, de nombreuses voix se sont élevées du côté des populations et de la société civile pour dénoncer un projet risqué pour l'environnement et peu bénéfique aux populations locales. Que répondez-vous à ces allégations ?

Tout d'abord, il est important de noter que le Gabon n'a pas attendu Olam pour se lancer depuis des décennies dans l'exploitation des cultures d'hévéa, dont Hévégab a été l'un des pionniers. Le projet d'Olam Gabon a pour objectif de développer la plus grande plantation dédiée au caoutchouc au Gabon, dans une logique de diversification de l'économie et de relance de cette activité traditionnelle gabonaise, en déclin depuis quelques années. Pour réaliser un projet d'une telle ampleur, nous avons créé une joint-venture avec le gouvernement gabonais, dans laquelle il a pris 20% des parts.

Le processus de plantation débutera en 2013 et se poursuivra jusqu'en 2019. Les premières récoltes sont prévues pour 2020. Elles seront implantées de manière à ne pas gêner la vocation agricole traditionnelle de la région. Ce projet ambitieux s'inscrit totalement dans la logique du programme « Gabon émergent » et prend donc en compte tous les impératifs économiques, sociaux et environnementaux du développement durable. Pour cela, une évaluation des impacts sociaux et environnementaux a été réalisée et une concertation avec les populations locales a été menée. Nous prenons également en compte les aspects culturels : avant tout démarrage de projet, une étude de terrain recense les zones ayant un intérêt culturel, celles qui abritent des espèces menacées ou encore les lieux culturels ou considérés comme sacrés par les populations. Cette étude est menée, village par village, par des spécialistes eux-mêmes recrutés dans la région. De ce fait, nous avons déjà exclu d'utiliser plusieurs milliers d'hectares prévus à la concession.

D'autre part, nous réalisons également pour l'ensemble de nos projets des études sur la haute valeur de conservation des terrains dont nous avons la concession afin d'en délimiter l'étendue et d'effectuer des inventaires de biodiversité qui nous permettront d'analyser l'évolution de celle-ci. La concertation avec les populations suit le processus du « consentement libre informé et préalable des communautés locales » : elle a déjà abouti à un contrat social signé avec les villages concernés par le projet.

**Après la phase de lancement du projet, quel sera son impact sur le plan socio-économique pour les populations locales ?**

Les retombées socio-économiques concrètes de notre projet sont d'ores et déjà visibles. 600 personnes ont déjà été recrutées localement et, à terme, ce sont 6 000 personnes qui seront employées sur la plantation. L'ensemble de nos employés sont formés, que ce soit sur les techniques de travail, mais aussi sur la qualité, l'hygiène et la sécurité au quotidien. Par ailleurs, 20 pompes à eau manuelles ont déjà été installées dans les villages environnant la plantation sur les 150 pompes hydrauliques prévues, ceci après approbation de la Direction générale des Ressources hydrauliques (ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Ressources hydrauliques). Nous avons également planifié de participer à la construction

d'écoles, de dispensaires et de logements sociaux, contribuant ainsi à un développement durable de la région.

Enfin, nous sommes conscients de la richesse que constitue l'agriculture vivrière du Woleu-Ntem pour la Gabon. Aussi, nous avons choisi de réserver de larges zones (5 kilomètres) le long des routes et autour des villages. Ces zones ont été calculées au plus large et comprennent nettement

plus de terres que celles qui sont actuellement en culture afin de permettre, si besoin, une progression des surfaces cultivées par les agriculteurs de la région. Tout comme pour nos plantations de palme à Kango et Mouila, nous entendons participer au développement de cette agriculture vivrière et travaillons actuellement sur ce sujet. Enfin, lorsque nos plantations arriveront à maturité, nous en redistribuerons 30% aux villageois pour qu'eux-mêmes puissent les exploiter.

**En termes de création de valeur ajoutée pour le pays, quelles sont les retombées financières escomptées, à moyen et long terme ?**

D'une manière générale, nos projets sont source de création de richesses. Ils apportent une diversification économique en augmentant la part de l'agriculture dans le PIB du pays. Ils ont également un impact direct sur la balance commerciale extérieure du pays, dont l'augmentation en 2022 est estimée à 22%. Le déploie-

**Le projet de développement de l'hévéaculture dans le nord du pays, avec à la clé l'essor de la transformation locale du caoutchouc, suscite de nombreux espoirs pour la province du Woleu-Ntem, mais aussi quelques craintes. La société Olam Gabon, partenaire de l'Etat gabonais sur ce projet, apporte des précisions sur la mise en œuvre et les retombées prévues de ces investissements.**

ment de ces projets implique d'une part une forte création d'emploi, puisqu'à terme l'ensemble des opérations d'Olam Gabon devraient représenter 6% des actifs gabonais, et d'autre part une augmentation des revenus moyens par habitant d'environ 9%. Le taux d'équipement en centres de santé et en infrastructures augmentera lui aussi sensiblement sur le plan national. Olam veut être un catalyseur du développement du Gabon. Pour cela, nous ne nous arrêtons pas à la récolte du caoutchouc, mais nous allons aussi construire une usine qui pourra traiter 225 tonnes de latex par jour. Ainsi, en plus de créer de la matière première, le Gabon entre encore plus dans le processus de production industrielle et notre projet est de générer à terme une capacité de production de 62 000 tonnes par an.

Sur le plan national, avec l'établissement d'un innovant partenariat public-privé avec l'Etat gabonais, Olam Gabon a été la première entreprise à proposer au Gabon une approche placée sous le signe de la réciprocité et de la création de valeur partagée. Nous croyons que la croissance peut se faire seulement à travers une collaboration de toutes les parties, facilitant ainsi l'épanouissement de tous les partenaires. Nous sommes ainsi dans la droite lignée des standards d'Olam International en termes de développement durable, fondée sur une croissance responsable. La démarche du groupe dans le monde entier est d'exercer son métier de gestionnaire de la chaîne d'approvisionnement intégrée et de transformateur de produits agricoles, d'ingrédients alimentaires et de produits forestiers, de manière responsable envers l'environnement, les communautés locales et les nations qui l'accueillent. Ainsi, Olam s'efforce de générer de la prospérité économique, de contribuer positivement à la protection sociale et de mener une gestion durable de l'environnement, afin d'assurer la création de valeur réelle pour tous dans le long terme.

PROPOS RECUEILLIS PAR JOHANN FREIXAS







**S**i la grande distribution s'est imposée comme un opérateur économique de premier plan, il convient d'en redéfinir ses fondements. Cette activité est fort large puisqu'elle désigne l'ensemble des opérateurs qui pratiquent le commerce de biens de consommation, mais aussi, le cas échéant, les services qui y sont associés. C'est le cas par exemple des livraisons de marchandises – mais aussi du service après-vente, voire des financements auprès de la clientèle... – à destination des consommateurs finaux. Et en bout de chaîne, temples de la consommation, des points de vente disposant d'une grande surface de vente et pratiquant le libre-service.

La grande distribution a fait une apparition tardive au Gabon. Jusque dans les années 70, les circuits de distribution dans le pays s'articulaient exclusivement autour du commerce traditionnel – avec les boutiques et épicerie de quartier, marchés, vendeurs ambulants – et du commerce informel. Les années 1990 allaient marquer un développement notable de ce secteur avec l'implantation de grandes et moyennes surfaces. Et si le réseau de commerce « traditionnel » joue toujours un rôle majeur dans les circuits de distribution du pays, la grande distribution s'est taillée une place déterminante, au Gabon comme dans le reste du monde. Ces circuits de distribution, qu'ils concernent le commerce de gros, de détail ou les grandes et moyennes surfaces, restent classiques et sont essentiellement centrés autour de Libreville et de Port-Gentil où, chaque année, au moins trois enseignes de supermarchés étendent un peu plus leurs réseaux respectifs.

**En amont, le commerce de gros**  
L'une des composantes majeures de cet ensemble est le commerce de gros, réseau gargantuesque qui joue un rôle déterminant dans l'approvisionnement du pays en biens importés. On évalue ainsi à 85% le

**Le petit commerce continue de faire partie du paysage économique au Gabon. Toutefois, comme dans la quasi-totalité des pays du monde, la grande distribution occupe aujourd'hui une place importante dans les modes de consommation au Gabon. Panorama d'un secteur dominé par deux géants.**



La grande distribution s'est taillée une place déterminante depuis les années 70.



volume des biens de consommation courants qui passent par de grandes maisons de commerce, installées de longue date au Gabon, et qui constituent le principal canal de distribution. A cela s'ajoute le commerce de demi-gros, échelon quasi indissociable du commerce de gros puisque plus de 90% des opérateurs exercent les deux activités. Disposant également d'un réseau de moyennes et grandes surfaces, la Compagnie d'exploitation commerciale africaine et société gabonaise de distribution (Ceca Gadis) et la Sodigab réalisent 20% du chiffre d'affaires à eux deux. Toutefois, d'autres sociétés de la place exercent ce même type d'activité de commerce de gros et demi-gros. Il s'agit notamment de Prix import – pour les produits alimentaires comme non alimentaires –, et la Société alimentaire de la Nomba (San Gel), qui commercialise des produits surgelés. Citons également HM Distribution, spécialisée dans les produits alimentaires secs et les produits d'entretien et d'hygiène.

**Une production locale... et des marques internationales**  
Viennent ensuite la Centrale gabonaise d'approvisionnement (Cegap) et la Société de distribution et d'import-export (Sodiex), qui officient dans l'alimentation générale, articles pour la maison, électroménager, quincaillerie... Distribuants les produits de sa marque, notamment l'essentiel de sa gamme de produits dérivés du lait, Nestlé est également présent dans le secteur. La Société gabonaise de représentation (Garep) n'est pas en reste, distribuant essentiellement les vins et spiritueux ainsi que les marques Ducros, Knorr, Maggi. Concernant les entreprises spécifiquement agroalimentaires, la Société industrielle gabonaise de laiterie et de liquides fabrique et conditionne localement du lait pasteurisé UHT sous la franchise Candia, des yaourts sous la franchise Yoplait, et des jus de fruit sous



la franchise Réa. La société des brasseries du Gabon (Sobraga), du groupe Castel, produit localement les bières Régab, Castel Beer, Guinness et 33-Export, et les boissons gazeuses Coca-Cola, Orangina, Fanta, Krest, Impérial Tonic et Sprite. Enfin, la Société meunière et avicole du Gabon, filiale du groupe Somdiaa, produit et distribue de la farine et des œufs.

**Le marché des géants**

Deux opérateurs se partagent le marché de la grande distribution avec un réseau de grandes et moyennes surfaces dont la clientèle est largement composée d'expatriés et de nationaux à revenus plus élevés que la moyenne. Ceca Gadis regroupe cinq enseignes sur le marché de l'alimentation générale avec Supergras à Libreville et à Port-Gentil pour la distribution de gros, et Intergros pour la vente de gros à l'intérieur du pays, avec dix magasins. Mais aussi des réseaux de supérettes et moyennes surfaces

pour la vente en détail avec Gaboprix et Cécado. Ces derniers, qui sont répartis à travers près de 170 magasins dans le Gabon, ont une vocation plus populaire que leurs concurrents. A cela s'ajoute Géant Ckdo, une grande surface ouverte le 30 octobre 2003 à Libreville, et Super Ckdo, mise en service en juin 2010 à Port-Gentil. Mais le groupe est également présent dans d'autres

domaines avec Sogame Equip pour les produits de quincaillerie, Matelec pour matériel électrique, CK2 et CK2 Meubles pour articles de ménage, électroménager, meubles, etc. Le groupe Sodigab, quant à lui, dispose de deux principales enseignes avec Mbolo, un supermarché de 5 000 m<sup>2</sup> à Libreville, et Score, qui s'appuie sur une surface de 600 m<sup>2</sup> à Libreville et 1 000 m<sup>2</sup> à Port-Gentil. Enfin de taille beaucoup plus modeste, Prix Import dispose également d'un réseau de supermarchés dans la capitale gabonaise, où quatre grandes surfaces ont été déployées ces dernières années.

**De l'informel au haut de gamme**

A côté de ces grands réseaux de distribution, arrive en bonne place le négoce de détail, souvent géré individuellement de manière artisanale. Ces petits commerces appartiennent le plus fréquemment à des étrangers, notamment sénégalais, béninois, maliens, libanais et, plus récemment, chinois. Ces commerces sont situés dans les quartiers populaires des principales villes gabonaises, avec des locaux aux dimensions variables, mais généralement inférieures à 20 m<sup>2</sup>. L'assortiment des marchandises proposées au public comprend entre 20 et 200 produits, principalement

alimentaires et d'entretien. La capitale gabonaise enregistre également l'émergence de supérettes et supermarchés, où l'alimentaire représente 70% des produits proposés ; le reste étant dédiés aux produits d'entretien, cosmétiques ou articles de quincaillerie. Enfin, le commerce informel, avec les vendeurs ambulants, occupe une place non négligeable dans le commerce de détail, même s'il est par nature difficile, voire impossible à estimer. Et dans un registre inversement proportionnel, Libreville développe également des boutiques de haut standing spécialisées dans la parfumerie, le prêt-à-porter ou encore la décoration.

Une chose est sûre, la grande distribution constitue aujourd'hui un secteur clé de l'économie gabonaise. En termes de croissance, on peut prédire qu'elle ne devrait pas connaître de développement majeur à court terme, en dépit du fait qu'elle est relativement jeune. Les habitudes sont en effet tenaces et le petit commerce de quartier reste un élément indissociable du paysage urbain et rural. Malgré l'urbanisation galopante constatée ces dernières années et l'évolution timide des habitudes de consommation, à court terme, le modèle gabonais ne devrait guère évoluer en la matière.

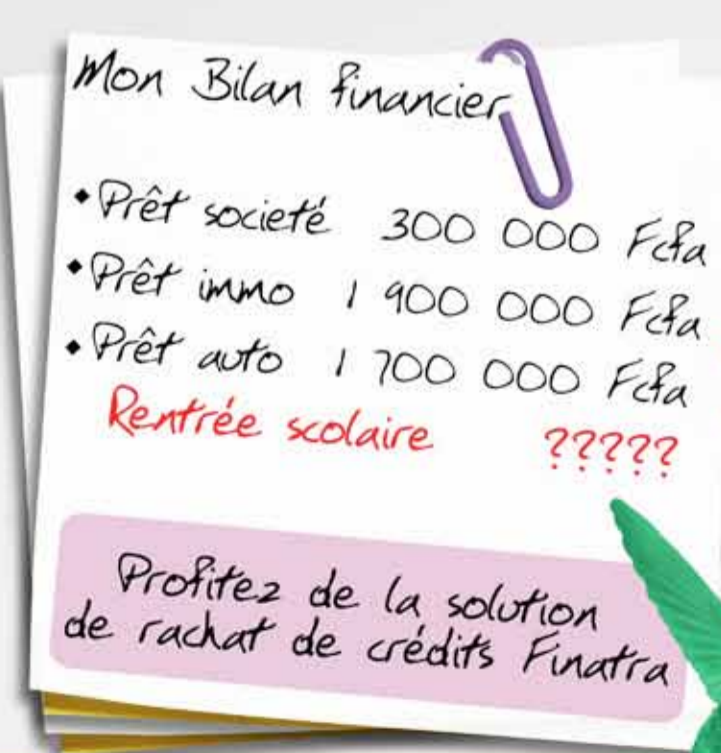
STEVIE MOUNOMBOU



**Rachat de crédits**

Pour une rentrée en toute légèreté

Du 03 septembre au 31 octobre 2012  
Regroupez tous vos crédits à la consommation en une seule mensualité



Profitez de la solution de rachat de crédits Finatra

Contacts :  
Libreville : +241 01 77 40 82/ 01 77 53 96  
Port-Gentil : +241 01 56 88 38

www.bgfi.com

**Finatra**  
Le spécialiste du crédit





# Prix Import se démarque pour la rentrée des classes

**Depuis quelques semaines, les grandes enseignes multiplient les annonces promotionnelles pour la rentrée des classes. Si l'argument du prix demeure déterminant, il n'est pas le seul facteur qui permette d'attirer et de fidéliser la clientèle. Le cas de Prix Import, une des quatre principales enseignes de la capitale.**



en centre-ville. « Notre clientèle est assez disparate et, avec les problèmes d'embouteillages à Libreville, il nous fallait nous rapprocher de la clientèle », explique Bernard Azzi. De plus, avec l'inévitable cohue dans les rayons des grandes enseignes à l'heure de ce rendez-vous annuel, le fait de disposer de plusieurs supermarchés se traduit par une meilleure répartition des flux d'acheteurs. Par conséquent, chacun peut faire ses achats plus sereinement, en prenant le temps de comparer les prix afin de choisir l'article le mieux adapté à ses besoins. Après le supermarché du centre-ville ouvert depuis 1995, Prix Import a ouvert celui d'IAI il y a quatre ans. Et l'année dernière, l'enseigne a encore appuyé sa politique de proximité en ouvrant le supermarché d'Okala (périphérie nord), puis peu après celui d'Owendo (périphérie sud).

qui conseillent et aiguillent, l'accessibilité des personnels dirigeants sont autant de valeurs ajoutées pour une enseigne dans une période cruciale comme celle de la rentrée des classes. Pour le patron de Prix Import, il s'agit d'un critère de première importance qui redore la fibre commerciale, mère de ces métiers, qui s'est trouvée un peu érodée par l'hégémonie du prix dans la stratégie de consommation : « Nous sommes proches du client. Le personnel dirigeant se trouve dans les rayons avec les vendeurs. Et puis c'est une entreprise familiale, cela implique un meilleur état d'esprit de travail car nous travaillons pour nous-mêmes. De ce fait, nous avons une approche différente avec le client. Nos personnels en rayon ou en caisse sont dotés d'une vraie formation, cela se ressent au niveau de l'accueil, du sourire et de l'amabilité à l'égard de la clientèle. Ces comportements ne peuvent d'ailleurs être artificiels, il faut faire cela de manière spontanée, avec conviction. »

#### Valoriser la qualité de service

Il existe enfin un troisième paramètre qui, objectivement, caractérise les enseignes Prix Import. L'attention portée au client, le service proposé, les agents de rayons

JOHANN FREIXAS



**T**emps fort de la consommation, la rentrée des classes avive la guerre des prix dans la grande distribution, chaque enseigne s'efforçant d'apparaître auprès du grand public comme la moins chère. Avec 80% de la population nationale vivant dans les centres urbains, dont plus de la moitié dans la capitale, Libreville a vu exploser, ces dernières années, la concurrence entre les grandes enseignes où la majorité des Gabonais réalisent les achats liés à la rentrée des classes. Le premier argument mis en avant est indéniablement le prix, comme le montrent les panneaux publicitaires qui jalonnent le bord des routes de la capitale, où chaque enseigne rivalise dans les promotions susceptibles d'aguiser le client. Depuis quelques années, en parallèle des quatre grandes enseignes qui sont Géant CKDO (groupe Ceca Gadis), Mbolo (groupe Casino), Centr'Affaires et Prix Import, des papeteries renommées de la capitale font leur entrée dans la grande pêche aux clients de la rentrée scolaire. C'est le cas notamment de Gipa ou Gabon Meca qui proposent de plus de plus de produits à des prix attractifs, sur des gammes d'un standing un peu plus élevé que la moyenne des produits qui se retrouvent en grande surface.

consommation de la population ont changé. Si le Gabonais a été par le passé un client « facile », dépensant son argent légèrement, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Celui-ci, au contraire, serait devenu « un consommateur averti et réfléchi », estime le directeur de Prix Import, Bernard Azzi. Pour le patron de cette enseigne qui compte déjà quatre supermarchés dans Libreville et la commune voisine d'Owendo, la rentrée des classes est une période décisive, et tous les moyens sont mis en œuvre pour séduire le client, le satisfaire, et donc le fidéliser. La politique des prix est la première à être étudiée. Il faut certes proposer des prix bas – le contexte économique actuel ayant touché le portefeuille de chacun –, mais aussi une gamme variée pour chaque produit afin de satisfaire toutes les franges de consommateurs. Parvenir à présenter aux clients des rayons bien étoffés avec des gammes de standing variées pour chaque produit demande un travail en coulisses bien huilé avec les fournisseurs. Pour Prix Import, il s'agit du premier facteur qui permet à tous les clients de trouver l'article correspondant à ses besoins, et dans le même temps à son budget.

#### Promouvoir la proximité

En cette période mouvementée de rentrée des classes, un deuxième critère demeure également non négligeable : la proximité. Libreville s'étend de jour en jour, et il devient de plus en plus coûteux en temps et transports pour des habitants d'Angondjé ou d'Owendo de venir faire ses courses

#### Allier des prix attractifs et une offre de produit suffisamment large

Si l'on assiste à cette montée en puissance de la concurrence entre ces grandes enseignes, c'est aussi que les habitudes de

[www.priximport.com](http://www.priximport.com)



## LES GAGES DE QUALITE DES PRODUITS



*Pouvez-vous dresser un rapide historique de l'arrivée du groupe Nestlé au Gabon, et du développement de vos activités depuis lors ?*

Notre filiale est rattachée au groupe Nestlé SA dont le siège se trouve à Vevey, en Suisse, première entreprise agroalimentaire et de boissons dans le monde, et également leader mondial de la santé, de la nutrition et du bien-être. Nous sommes implantés au Gabon depuis le 2 octobre 1974 sous la dénomination de Sogapral (Société gabonaise des produits laitiers), puis Nestlé Gabon depuis le 2 mai 1996. Nestlé Gabon est une société spécialisée dans l'importation et la distribution de produits alimentaires sous les marques Nestlé, Nido, Maggi, Nescafé, Nesquik, Nan, Guigoz et Cerelac.

*Comment sont sélectionnés les produits Nestlé importés sur le marché gabonais ?*

Ils sont sélectionnés après une étude de marché poussée sur les besoins de la population locale et la demande. Ces études passent notamment par la détection d'un besoin réel dans le commerce, une simulation des prix de vente, ainsi que des simulations prévisionnelles des volumes à réaliser pour rentabiliser les produits. Le marché gabonais étant relativement restreint avec moins d'un million et demi d'habitants, nous devons cibler les produits que nous importons pour toucher le maximum de consommateurs et pouvoir maintenir ce produit sur le marché gabonais, c'est-à-dire le rentabiliser. Le défi est également d'importer des gammes de produits accessibles à toutes les bourses et présentant une qualité optimale pour les consommateurs.

*Qu'en est-il du circuit d'importation et de distribution des produits, depuis la fabrication jusqu'à la commercialisation ?*

Nos produits sont en grande partie fabriqués en Afrique, notamment au Cameroun, en Côte d'Ivoire ou encore au Ghana. Certains produits sont fabriqués en France et aux Pays-Bas. Nos produits sont mis sur le marché via le réseau de la grande distribution. Nous fournissons toutes les grandes enseignes du pays, notamment le groupe

**La consommation évolue de manière fulgurante en Afrique, mais pas toujours contrôlée. Au Gabon, depuis quelques années, les autorités sanitaires ont redoublé d'efforts pour endiguer l'arrivée informelle sur le marché de produits non contrôlés et présentant un risque potentiel pour la population. Nous avons recueilli la position d'un leader mondial de l'agroalimentaire installé depuis près de quarante ans au Gabon, le groupe Nestlé. Entretien avec Hervé Christian Ndong Obiang, responsable de la vente chez Nestlé Gabon.**

Ceca Gadis (Géant CKDo), le groupe Casino (Mbolo), Prix Import, etc., qui vendent directement au consommateur final. Nous vendons également aux grossistes et semi-grossistes qui approvisionnent le réseau de petits détaillants présents dans tous les quartiers de la capitale et sur l'étendue du territoire gabonais. Nos produits étant en-



trés dans les mœurs de consommation locale, toutes catégories sociales confondues, notre réseau de distribution se doit de toucher le plus de consommateurs possibles, y compris dans les localités enclavées. Néanmoins, nous essayons toujours de réduire le nombre d'intermédiaire entre Nestlé Gabon et le consommateur final afin de garantir un prix abordable sur tous nos produits dans le maximum de points de vente.

*Face à la recrudescence des produits alimentaires « bas de gamme » peu contrôlés qui parviennent sur le marché local, quel gage de qualité représente un label agro-alimentaire comme le vôtre pour les consommateurs gabonais ?*

Le Gabon important encore 85% de ses denrées alimentaires, il existe effectivement de nombreux produits qui parviennent à échapper au contrôle de la direction générale de la Consommation et de la Concurrence, même si la recrudescence des contrôles parvient ces dernières années à endiguer un peu le phénomène. Le résultat est que les consommateurs sont exposés à des produits qui n'ont subi aucun contrôle de qualité, dont les dates limites de consommation ont souvent expiré, et qui sont proposés à des prix très bas sur le marché informel. Ces produits représentent un danger très important pour les consommateurs, surtout les produits destinés aux enfants (lait, biscuits, etc.), et les autorités sanitaires ne cessent de renforcer les contrôles pour endiguer le phénomène. A cet effet, les produits Nestlé jouissent d'une sécurité et d'une traçabilité prouvées qui sont les gages de confiance qui ont fait la renommée de nos marques depuis des décennies. Comptant parmi les leaders mondiaux de la nutrition et du bien-être, le groupe Nestlé déploie des moyens colossaux pour améliorer la qualité des produits, les rendre les plus adaptés aux besoins physiologiques spécifiques des consommateurs ciblés, et garantir la traçabilité de la chaîne de conservation du produit, depuis son élaboration jusqu'à sa mise sur le marché.

PROPOS RECUEILLIS PAR JOHANN FREIXAS



Nestlé

Good Food, Good Life





UN MODELE DE REUSSITE

# Les classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs du lycée Léon-Mba

Centre d'élite pour la formation des ingénieurs de haut vol, les classes préparatoires aux grandes écoles du lycée national Léon-Mba poursuivent leur marche en avant, avec une indéfectible détermination. Comme chaque année, ces classes s'entourent de deux balises stratégiques : une rigoureuse sélection des candidats et une approche pédagogique innovante, collée aux standards internationaux des grandes écoles d'ingénieurs. En effet, la sélection se déroule généralement avant même les épreuves de baccalauréat, durant le dernier trimestre de l'année, au sein des séries scientifiques C et E où sont choisis les meilleurs profils sur la base de leurs notes, généralement en maths, en physique et en anglais. L'admission définitive est bien sûr conditionnée par l'obtention du baccalauréat et, chaque année, c'est seulement environ 30 élèves qui ont la chance de pousser les portes de ces classes situées dans l'enceinte du lycée national Léon-Mba. De quoi envisager un avenir d'ingénieur international dans les meilleures écoles.

## Une voie d'accès à des concours prestigieux

La formation est étalée sur deux ans (maths sup. et maths spé.) et s'articule autour d'un noyau dur de matières fondamentales, les mathématiques, la physique. A côté de ces matières, sont également dispensés des cours d'informatique, de sciences industrielles, de français et surtout d'anglais enseigné comme langue internationale, celle des sciences et des ingénieurs. Cela suggère qu'à l'issue de la formation, les élèves de maths sup/maths spé. doivent être bilingues et posséder un excellent niveau dans chacune des matières du programme pour espérer intégrer une grande école d'ingénieurs à l'issue de concours très sélectifs. Pour le compte de l'année académique 2011-2012,



les élèves de ces classes ont passé les concours d'entrée aux grandes écoles comme l'Ecole polytechnique de Masuku, IST-AC (Congo/Cameroun), ISE (Sénégal), ISFA, ISUP, ainsi que les trois grands concours Mines-Ponts, CCP (concours communs polytechniques) et E3A (concours commun d'accès à certaines écoles d'ingénieurs françaises), qui ouvrent les portes à plus d'une centaine d'écoles d'ingénieurs de toutes orientations. Les résultats sont satisfaisants dans l'ensemble, confirmant les progrès amorcés depuis 2007. Concernant le concours E3A, l'école préparatoire affiche 100% de réussite à l'issue des épreuves écrites, puis 89% après les épreuves orales, pour une vingtaine d'élèves admis au final. Pour le concours CCP, plus difficile, le taux d'admissibilité a été de 40% pour 30% d'admis, soit 8 élèves. 2012 remporte ainsi la palme avec le plus grand nombre d'élèves admis au concours CCP. En particulier, trois élèves ont été admis dans deux écoles d'ingénieurs prisées des DRH du secteur pétrolier, puisqu'elles donnent accès à des spécialisations dans cette activité extractive : l'ENSG-Nancy et l'EOST. Une première depuis le lancement des classes préparatoires en 1991 et une aubaine pour nombre de compagnies pétrolières présentes au Gabon, toujours en quête d'ingénieurs spécialisés dans ces métiers.

## Une absence de discrimination financière

Depuis quelques années, les classes préparatoires aux grandes écoles du lycée national Léon-Mba sont très convoitées par les bacheliers. Cette attractivité tient à la fois à la modicité des coûts de formation, au sérieux de la structure et à la qualité des écoles à intégrer en fin de deuxième année, qui offrent des perspectives d'emploi intéressantes sur le marché national et international des ingénieurs. Le coût de la formation exigé par cet établissement pour les familles est à l'opposé de ce que pratiquent plusieurs établissements qui proposent des offres de formation dite de « haut vol ». En effet, en dehors des frais de scolarité exigible à tout étudiant gabonais, la formation est pratiquement gratuite car prise en charge par l'Etat, des fonds privés, et dans une moindre mesure aujourd'hui, la coopération française. L'hébergement et la restauration sur le site du lycée sont à la charge de l'Etat, et les élèves gabonais (95% d'entre eux) bénéficient d'une bourse qui est reconduite en cas d'intégration dans une grande école et réajustée au montant en vigueur. Une formation qui devrait faire réfléchir ces familles qui orientent leurs enfants, à leur frais et juste après le bac, dans des écoles parfois peu recommandables à l'étranger.

Et pour résoudre le problème du retour de ces jeunes élèves ingénieurs gabonais, les classes préparatoires du lycée national Léon-Mba s'activent à renforcer leur réseau de parrainage avec les entreprises locales comme Total Gabon, Shell Gabon, Socotec, le groupe CFAO ou BGFIBank afin d'assurer l'embauche de ces élèves dès la fin de leur formation et leur retour sur notre territoire. Encore récemment ce sont deux contrats de parrainage qui ont été signés avec Petro Gabon, une jeune entreprise gabonaise aux grandes ambitions. La densification de ce réseau de parrainage passe également par l'organisation, chaque année depuis six ans, de la « journée prépas-entreprises » qui permet aux industriels d'exprimer leurs besoins en matière de formation d'ingénieurs, et aux élèves de choisir leur futur parrain.

## Un vivier d'exception pour les besoins du Gabon industriel

« L'objectif de cette initiative est de mener une réflexion commune, école-entreprises-pouvoirs publics, pour dégager les besoins réels de chaque acteur en termes de perspectives d'emplois de cette catégorie de cadres. Une telle harmonisation des vues est nécessaire car elle permet de mieux visualiser les besoins et spécificités du marché local et de proposer ainsi une réponse attractive pour faciliter le retour de nos élèves. Ils doivent contribuer au développement de ce pays qui a tant fait pour eux. Ils en sont conscients mais cela n'est possible que si le marché local leur offre ne serait-ce que le minimum du marché international », explique Jean-Baptiste Obori, proviseur du lycée national Léon-Mba. En attendant la septième édition de cette manifestation cette année, les classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs du lycée national Léon-Mba ont soumis au ministère de l'Education nationale un plan quadriennal d'intégration-développement. Ce dernier met particulièrement l'accent sur l'accroissement du nombre de classes, la diversification des filières (ouverture de classes prépas technologiques, commerciales...) et la formation d'enseignants nationaux pour y enseigner. A l'heure où les autorités posent les jalons du « Gabon industriel », cette formation apparaît comme une excellente plate-forme pour l'articulation de ce projet. D'autant plus qu'elle est unique en son genre, et de ce niveau, en Afrique subsaharienne. Une aubaine pour le gouvernement qui devrait se pencher sur cette structure et, pourquoi pas, lui fixer un cap par rapport aux ressources humaines dont il a besoin. Car en plus des formations d'ingénieurs françaises, le lycée national Léon-Mba peut viser, et vise déjà, celles d'autres pays européens ou africains où la jeunesse gabonaise pourra aller chercher les compétences qui permettront de relever les défis du « Gabon émergent ».

STEVIE MOUNOMBOU

De Port-Gentil à 13h00

A Franceville à 13h00

1	2
Airtel	Airtel Money
3	4
Envoyer Argent	Numéro de téléphone
5	6
Montant en F CFA	Mot de passe
7	8
Référence (facultatif)	Ok

avec airtel money, Diane envoie de l'argent à sa tante depuis son téléphone

Désormais, grâce à airtel money vous pouvez envoyer de l'argent à vos proches et en recevoir instantanément, n'importe où au Gabon, 24h/24 et en toute sécurité. Inscrivez-vous dans toutes les agences airtel ou points de vente agréés airtel money.

Contactez gratuitement votre service airtel money au 150.

Fais de ton téléphone ton porte-monnaie.



ENTREZ DANS L'UNIVERS

TOYOTA

AVANZA HATCHBACK

CAMRY YARIS SEDAN

YARIS COROLLA

GARANTIE TOYOTA 3 ANS OU 100 000 KM

TOYOTA GABON est représenté à Port-Gentil par Gesparc

\* TROIS ANS ou 100 000 km, le premier atteint, pour tout véhicule entretenu par TOYOTA GABON.

TOYOTA GABON

Nous construisons l'avenir

BP 31 LIBREVILLE - T : (241) 07 08 26 04 / 07 14 01 37 / 06 22 05 69 - email : toyota.gabon@groupe-sogafric.com - www.toyotagabon.com





LES GAGES DE QUALITE DES PRODUITS

# « Les entreprises pétrolières disposent de procédures internes en cas de déversement »

**Avec les perspectives de développement de l'exploration offshore à l'horizon 2013, le Gabon pourrait-il faire face à un cas de pollution par le déversement d'hydrocarbures ? Une question d'autant plus importante que le pays n'est pas à l'abri ce type de catastrophe qui a notamment ébranlé le golfe du Mexique et la mer du Nord ces deux dernières années. Rencontre avec le docteur Hubert Binga, directeur général adjoint du Centre national anti-pollution (CNAP).**

**Pouvez-vous revenir sur l'origine du Centre national anti-pollution, son rôle et les missions qui lui sont dévolues ?**

Le Centre national anti-pollution a été créé en 1976 par une ordonnance signée par le chef de l'Etat, et il y a eu un texte, un décret, qui l'a réorganisé pour en préciser les missions. C'est l'administration qui est la plus efficace dans ces missions, c'est-à-dire faire de la prévention, établir certaines normes et lutter contre les pollutions.

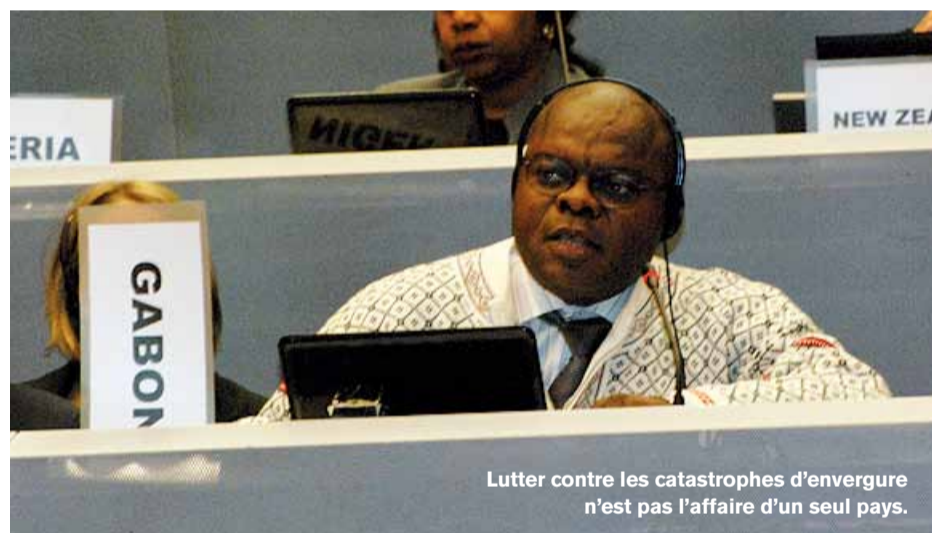
**Quels sont vos moyens d'action en cas de pollution avérée par un opérateur économique ?**

Les moyens dont nous disposons se situent à plusieurs niveaux. Il y a les moyens institutionnels, techniques et opérationnels. S'agissant du cadre institutionnel, nous avons des textes de lois, des normes, des directives et nous avons même adhéré à un certain nombre d'instruments internationaux juridiquement contraignants. Il s'agit notamment de la convention de Bâle sur les mouvements transfrontaliers des déchets dangereux et leur élimination, la convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable applicable à certain produits chimiques et pesticides dangereux. Il y a aussi la convention de Stockholm sur les pouvoirs organiques d'assistant. Tous ces instruments nous aident à faire face à des pollutions.

Cependant, l'une de nos difficultés est que nous ne disposons pas de laboratoire dans nos locaux. Quand nous étions dans l'immeuble Agip, au bord de mer, nous avions un premier laboratoire sur l'analyse des eaux. Mais depuis que nous avons été délocalisés, notre nouveau siège au carrefour STFO a été déplacé à l'Ecole nationale des eaux et forêts. Mais lorsque nos services sont sollicités, nous avons la possibilité, en partenariat avec le Laboratoire des roches et des eaux, de faire des analyses. Nous avons également la possibilité de solliciter l'appui de laboratoires privés tels que ONU Lab. Nous travaillons aussi en partenariat avec le laboratoire du CUSS (USS), qui est le laboratoire de l'Université des sciences de la santé ou d'autres laboratoires que nous sollicitons, parce que techniquement nous sommes très limités pour faire des analyses nous-mêmes.

**En cas de pollution avérée, comment sont déterminées les responsabilités ?**

Avant tout, il faut savoir que nous avons



Lutter contre les catastrophes d'envergure n'est pas l'affaire d'un seul pays.

des pollutions invisibles et des pollutions visibles. Dans le cas des hydrocarbures par exemple, si vous déversez de l'huile, il n'y a nullement besoin de faire une démonstration. Cela est parfaitement visible et tout le monde sait que c'est vous. A partir de ce moment-là, nous n'avons plus besoin de nous rapprocher d'un laboratoire pour déterminer la nature de la pollution puisqu'elle est visible. Et quand la responsabilité est établie, nous avons le Code de l'environnement qui détermine les sanctions prévues par la loi, et à partir duquel une amende vous est infligée.

C'est beaucoup plus compliqué lorsque

nous faisons face à des pollutions invisibles. Il nous faut donc déterminer les polluants qui sont contenus dans l'eau, par exemple. Vu que nous n'avons pas le matériel requis pour pouvoir déterminer le nombre de polluants contenus dans une solution, un liquide ou un fluide, nous sollicitons une expertise extérieure à partir de laquelle nous recueillons un certain nombre d'informations qui nous permettent, ou non, de verbaliser le pollueur s'il est clairement identifié. Par ailleurs, le centre ne verbalise pas seulement, il est aussi une cellule d'accompagnement des entreprises. Par exemple, il arrive pendant



des audits administratifs externes d'une entreprise que nous relevions un certain nombre d'anomalies, comme son processus qui peut être dépassé et donc très polluant. Dans ce cas, nous pouvons lui apporter des mesures de correction sur sa manière de travailler et en faire le suivi. Si l'entreprise respecte les préconisations techniques, tant mieux. Dans le cas contraire, nous avons recours à la verbalisation.

**Avec le développement de l'exploration offshore au Gabon à partir de 2013, que fait, que fera le CNAP pour prévenir les risques environnementaux liés à l'exploration pétrolière ?**

Remontons un peu le temps. Nous constaterons que le CNAP a la paternité du pilotage de plusieurs exercices. Le premier exercice a été de monter un instrument appelé Plan d'urgence national du Gabon. Ce dernier nous permet notamment d'établir les responsabilités en cas de déversement d'hydrocarbures, mais également comment intervenir. Le centre a aussi accompagné d'autres exercices comme le passage de l'essence plombée à l'essence sans plomb. Il faut savoir qu'en matière de pollution, si vous avez un déversement de grande ampleur, les moyens déployés seront toujours insuffisants pour juguler le problème, il faut donc solliciter l'appui international extérieur. Par exemple, les entreprises pétrolières disposent déjà de procédures internes en cas de déversement. Maintenant, si nous faisons face à une grande catastrophe, c'est à ce moment-là que le Plan d'urgence national du Gabon intervient. Toutefois, ce plan d'urgence reste limité parce qu'un travail reste à faire, celui de boucler les procédures. Par exemple, si nous devons faire des dérogations en cas de déversement qui menace les côtes gabonaises, il faut faire intervenir beaucoup d'experts étrangers. Il faut donc mettre en place des procédures de dérogation pour que ces gens-là puissent intervenir rapidement au Gabon. Or, actuellement, au niveau de la police, en cas de contrôle, il faut avoir son passeport, son visa d'entrée. Et plus vous mettez du temps à agir, plus votre intervention devient inefficace. Il faut donc alléger les procédures et c'est ce que nous sommes en train de faire. Par ailleurs, il faut faire des exercices pour voir si ce plan d'urgence est efficace ou non.

**Justement, un atelier et un exercice sur le Plan d'urgence national du Gabon contre la pollution par les hydrocarbures et autres substances nuisibles se sont tenus en mars dernier. Quels sont les résultats de ces travaux et quels acteurs sont impliqués par ce plan ?**

Pour l'atelier de mars dernier, il s'est agi d'un exercice qui s'est tenu à Port-Gentil. Nous avons envisagé comment intervenir en cas de catastrophe, et avec quels acteurs. C'est la direction générale de l'Environnement qui avait diligenté cet exercice. Pour ce qui est des résultats, le directeur général de l'Environnement

est le mieux placé pour vous donner des explications. Pour ce qui est des acteurs, sont-ils définis dans le plan d'urgence du Gabon ? Lorsqu'une catastrophe est avérée, c'est le Premier ministre qui déclenche le plan d'urgence, et lorsqu'il le déclenche, ce sont tous les acteurs qui sont concernés, avec les entreprises pétrolières et l'administration selon son domaine de compétence. Par exemple, la direction générale des Douanes doit donner des agréments pour le matériel entrant dans le pays afin qu'il ne soit pas imposé ; les services de l'Immigration, donc la direction générale de la Documentation, qui doit intervenir pour favoriser l'accès des experts étrangers sur le territoire national ; le ministère de l'Intérieur car il est en charge de la sécurité intérieure ; le ministère du Budget qui doit décaisser des fonds ; ainsi que la direction générale de l'Environnement et le CNAP. Il y a également la marine marchande ou la Marine nationale, acteur majeur du comité de crise, qui doit intervenir étant donné que la catastrophe a eu lieu en pleine mer. Vous avez aussi l'armée de l'Air, parce qu'il nous faut des avions pour assurer le suivi de la pollution et élaborer des modélisations mathématiques.

**Le Gabon est-il prêt à faire face à un cas de catastrophe d'envergure ?**

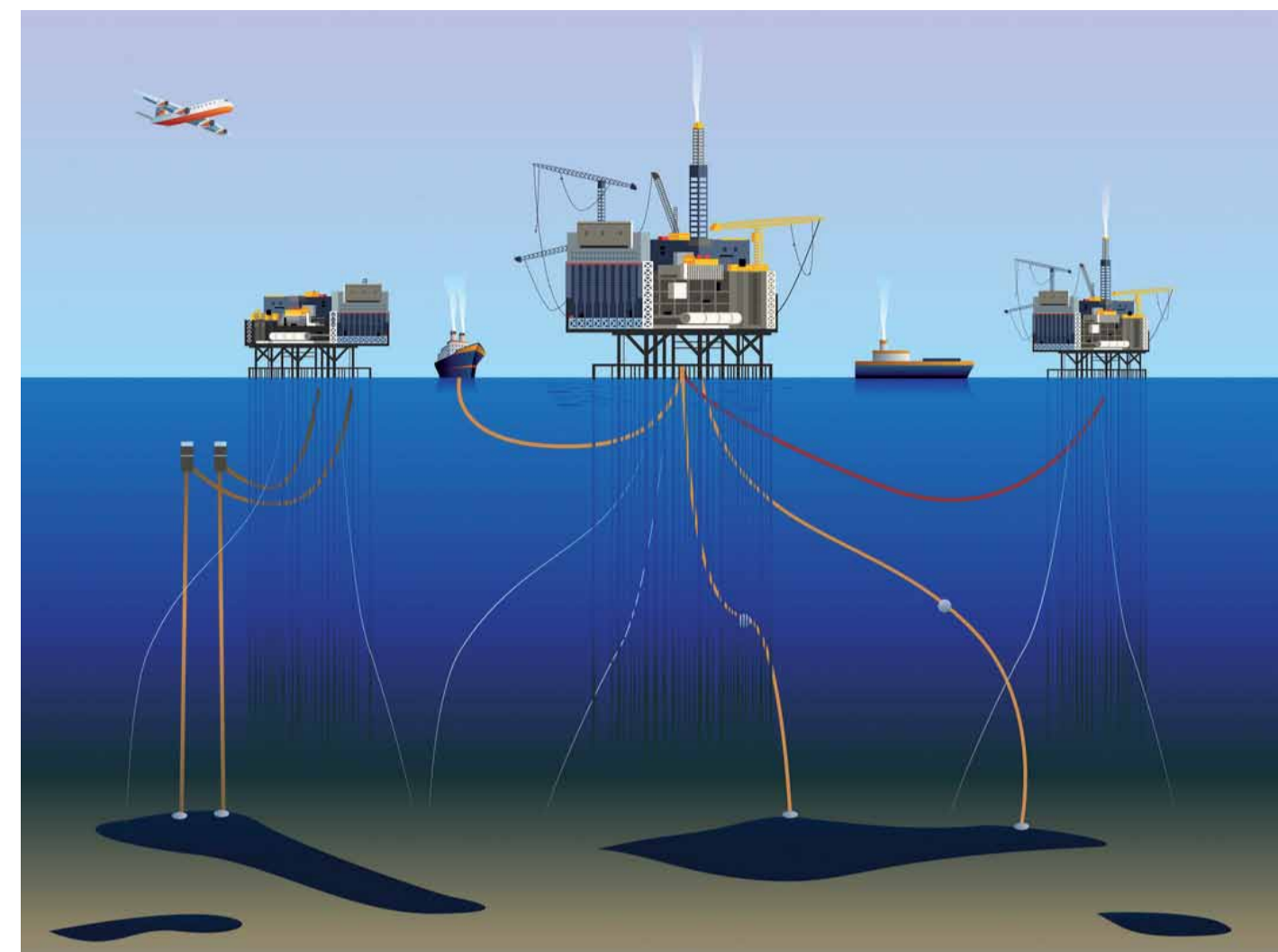
Oui, si c'est un petit déversement. Nous avons souvent eu des pollutions dues aux hydrocarbures parce que le courant de Benguela peut vous amener une pollution depuis la côte angolaise. D'ailleurs, la plage de Mayumba est très souvent polluée par des hydrocarbures dont on ignore la provenance. Dans ce cas, les opérations sont simples. Nous laissons venir la substance polluante sur la plage et nous la nettoyons, c'est un procédé courant. Mais en cas de catastrophe d'envergure, comme

vous le dites, la lutte n'est plus seulement nationale. Il faudrait un appui international car quelles que soient les capacités dont vous disposez, vous avez nécessairement besoin d'aide extérieure. Dans le cas du golfe du Mexique, plusieurs pays ont aidé les Etats. La lutte contre les catastrophes

de grande envergure n'est pas l'affaire d'un seul pays et le Gabon ne peut pas faire face seul, il faut le reconnaître. Néanmoins, il faut avoir un minimum, et ça, le Gabon l'a.

PROPOS RECUEILLIS PAR STEVIE MOUNOMBOU

L'exploitation pétrolière offshore implique un réseau de pompage et d'adduction complexe, décuplant les risques de pollution marine.



## Shell raccorde Gamba au réseau routier national



Ci-contre : les membres du gouvernement ratifiant l'accord. De gauche à droite : Désiré Guedon, ministre délégué à l'Economie, Etienne Ngoubou, ministre du Pétrole, et Magloire Ngambia, ministre des Investissements et des Travaux Publics.



Ci-dessous : les représentants de Shell Gabon et du partenaire technique GIZ, respectivement monsieur Bonjeau Minko Mi Ayi, directeur des Ressources humaines Shell Gabon, et madame Weller Mollongua, directrice des ressources humaines de l'entreprise allemande GIZ.

En accord avec le gouvernement, Shell Gabon a initié en 2011 le projet de construction d'une route d'environ 53 kilomètres entre les villages de Moundagara dans le département de Ndougou et Loumbou dans la Basse Banio afin de relier la ville de Gamba au réseau routier national. Ce projet est réalisé avec l'appui technique de l'agence allemande de Coopération au développement, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). Le contrat de construction de cette route a été signé au ministère du Pétrole et des Ressources hydrauliques, le ministre délégué à l'Economie, l'Emploi et le Développement durable, et les représentants de GIZ en présence du ministre délégué aux Affaires étrangères, de l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, du directeur général du fonds d'Entretien routier, et d'un représentant de l'agence nationale des Grands Travaux.

La signature de ce contrat est un événement majeur, car elle confirme la mise en œuvre de l'un des plus grands projets de construction de ces dernières années dans les départements de Ndougou et de la Basse Banio grâce au financement de l'état Gabonais et Shell Gabon au travers de la

Provision pour investissements diversifiés (PID) et la Provision pour investissement dans les hydrocarbures (PIH).

La PID a pour objectif de financer tout investissement qui, d'une façon générale, répond aux objectifs de développement de l'économie gabonaise et la PIH a pour objet d'affecter des fonds à des investissements ou à des engagements financiers adaptés aux objectifs du développement de l'industrie des hydrocarbures au sein de l'économie gabonaise.

Le tracé de la route se situant dans une zone tampon jouxtant le parc national de Moukalaba-Doudou, région d'une grande richesse écologique, Shell Gabon a décidé, avec l'appui de l'institution Smithsonian, de mener une étude détaillée de la biodiversité le long du tracé de la route afin d'identifier les impacts potentiels sur la biodiversité. Au terme de l'étude, des recommandations ont été faites pour réduire l'impact environnemental des travaux de construction et les effets du flux d'activités à venir.

La durée estimée du projet de construction est de 26 mois. Les études techniques préliminaires ont été finalisées en avril 2012 et le projet de construction devrait démarrer en octobre 2012.



# CHIVAS



L'histoire de la maison Chivas Brothers commence en 1801, au cœur de la Belle Ecosse, lorsque John et James Chivas ouvrent une épicerie fine à Aberdeen. Ils tiennent alors leur renommée de leur stock de whisky qui vieillit, année après année, dans la cave de leur établissement.

A cette époque, les whiskies étaient essentiellement des whiskies de malt, au goût souvent âpre et rude. Avec l'introduction dans les années 1830 des whiskies de grain, John et James ont l'idée d'assembler des whiskies de grain et de malt, donnant ainsi naissance au Blended Scotch Whisky. Après plusieurs années d'expérience, ils deviennent des pionniers dans l'art de l'assemblage de whiskies âgés, et la tradition se perpétue d'année en année. C'est ainsi que, près de 100 ans après la petite épicerie d'Aberdeen, Chivas Regal est créé.

Au cœur de Chivas Regal il y a le whisky malt Strathisla. La distillerie Strathisla, appartenant aux frères Chivas, est la plus vieille distillerie des hautes montagnes du Speyside d'Ecosse encore en activité et sans doute la plus belle. Les whiskies Chivas y sont produits avec un savoir faire ancestral qui nous fait voyager au cœur de l'Ecosse sauvage.

Depuis plus de 20 ans, Colin Scott est le gardien des secrets de Chivas Regal en tant que Maître-Assembleur. C'est à lui que revient la responsabilité d'évaluer, de sélectionner les échantillons de whisky et de contrôler les étapes de l'élaboration du prestigieux breuvage.

De nos jours, Chivas Regal est le produit phare du Groupe Pernod Ricard, de par sa diffusion dans plus de 150 pays. Il s'en vend 1 bouteille par seconde dans le monde...



## CHIVAS REGAL 12 ANS

Chivas Regal 12 ans est un whisky écossais onctueux, rond et corsé. Sur la langue il présente une ampleur miellée et légèrement enfumée ; il a une longue finale.

Chivas Regal 12 ans est le whisky mélangé de première qualité le plus connu au monde.

### NOTES DE DÉGUSTATION

Robe : dorée à reflets ambrés  
Nez : arômes de fruits de vergers avec des notes florales et miellées  
Bouche : Sherry miellé et bouquet de pommes mûres  
Finale : riche et prolongée

### MODE DE DÉGUSTATION

Un whisky à déguster n'importe où et n'importe quand parce qu'il est facile à apprécier et à partager. Il est recommandé avec des glaçons, un trait d'eau ou bien en cocktail.



## CHIVAS REGAL 18 ANS

Après que les whiskies de malt, et séparément les whiskies de grain, aient été cuvés pendant 18 ans, ils sont mis dans des tonneaux de chêne pour une maturation supplémentaire appelée « mariage ».

Ceci permet aux différents whiskies de fusionner harmonieusement au cours du temps avant d'être finalement mélangés ensemble et mis en bouteilles en tant que Chivas Regal 18 ans. Deux maltes sont spécialement réservés pour Chivas Regal 18 ans : les whiskies Strathisla 18 ans et Longmorn 18 ans.

Pour reconnaître l'accomplissement de la création de Chivas Regal 18, chaque bouteille porte aujourd'hui la signature de son créateur, Colin Scott.

### NOTES DE DÉGUSTATION

Robe : ambre dorée  
Nez : arômes complexes de fruits secs, d'épices et de caramel au beurre  
Bouche : saveur de chocolat noir avec des notes florales et une pointe de fumé  
Finale : persistante et légèrement fumée

### MODE DE DÉGUSTATION

Un whisky de prestige à déguster sec ou avec un trait d'eau et des glaçons

## ROYAL SALUTE 21 ANS

Originellement créé en 1953 par les frères Chivas pour célébrer la gloire de sa Majesté la Reine Elizabeth II et son couronnement, Royal Salute continue d'incarner aujourd'hui pouvoir et prestige.

Il est l'un des whiskies de luxe les plus renommés. Issu d'une association parfaite des whiskies de malt et de grain les plus fins ayant tous vieilli dans des fûts de chêne spécialement sélectionnés ; Royal Salute est mis en bouteille dans des fiocons de porcelaine bleue, rouge et verte pour refléter les saphirs, rubis et émeraudes de la couronne royale. Chaque bouteille est numérotée et scellée par les soins d'un maître artisan.

### NOTES DE DÉGUSTATION

Robe : ambre dorée profonde  
Nez : riche aux arômes de fruits et à la douce fragrance de fleurs d'automne  
Bouche : une note fumée vient parfaire les saveurs fruitées et florales de ce whisky. Onctuosité de velours  
Finale : riche, ronde et persistante

### MODE DE DÉGUSTATION

Ce blend riche et moelleux est à déguster en fin de repas.



## RENDEZ-VOUS EN SEPTEMBRE AU CHASSE SPEEN ET AU PARADISE

VENEZ VOUS INITIER A LA VOLUPTÉ DE CHIVAS REGAL 12 ANS,  
LORS D'UNE DÉGUSTATION VENDREDI 21 SEPTEMBRE, EN DÉBUT  
DE SOIRÉE, AU CHASSE SPEEN ET AU PARADISE !



C'EST LA MÊME  
**GUINNESS**<sup>®</sup>



Les mots GUINNESS et GRANDCOUR et leurs logos sont des marques déposées. © Guinness & Co. 2012 - Tous droits réservés.

À CONSOMMER AVEC MODÉRATION 18+.  
L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ.

**GUINNESS**   
ACCÉDEZ À LA GRANDEUR